

Après l'audit du «plan crack», il est temps de sortir de l'impasse

Le rapport de la Chambre régionale des comptes sur le « plan crack », publié ce 8 décembre 2021, rappelle les manquements déjà soulignés par les acteurs de terrain dans la prise en charge des consommateurs de crack du Nord-Est parisien. Pourtant, des solutions existent : la Fédération Addiction appelle les acteurs institutionnels à sortir de l'impasse.

Le « plan crack » signé en 2019 entre l'État et la ville de Paris vient d'être évalué par la Chambre régionale des comptes. Celle-ci juge que « *le plan a produit des résultats réels mais partiels* » et que « *la mise en œuvre des actions a été inégale* ».

La Fédération Addiction appelle les acteurs institutionnels à reprendre le sens de l'intérêt général et à écouter les acteurs de terrain.

La coordination entre acteurs institutionnels doit reprendre

La Chambre régionale des comptes insiste en plusieurs pages sur l'essoufflement de la dynamique de coopération entre la ville de Paris et l'État, qui va jusqu'à « *obérer l'efficacité des actions* ». **Cet état de fait a été cruellement illustré par le déplacement non concerté des consommateurs de la scène ouverte d'Éole vers la porte de la Villette en septembre.**

La Fédération Addiction a déjà écrit à trois reprises au Premier ministre et à la maire de Paris depuis juin 2021 en appelant à une gouvernance efficace réunissant l'ensemble des acteurs, tant sur les enjeux de santé que de sécurité. **Nous continuons à appeler la préfecture de région, la préfecture de police, la Mildeca, l'ARS et la ville de Paris à cesser les prises de position et les actions non concertées** et à mettre en place les solutions non seulement de réduction des risques (maraudes, haltes soins addictions,...) mais aussi de soin (hébergements adaptés, lien avec la psychiatrie, orientation vers le soin résidentiel) et de sécurité (travail de médiation avec les riverains, ligne téléphonique d'appui, etc.) pour que la situation actuelle prenne fin.

Pas assez de salles de consommation et d'hébergements: la Chambre régionale des comptes entérine les constats des associations

Dans son rapport, la Chambre régionale des comptes met en avant un « *dimensionnement des actions en-deçà de l'importance du public visé* ». Ainsi, une seule salle de consommation à moindre risque existe aujourd'hui à Paris et elle propose très peu d'espaces d'inhalation. La Chambre regrette que « *le plan se propose simplement de réfléchir à [leur] mise en place* ». Rappelons que **les acteurs associatifs avaient indiqué dès 2016 qu'une seule salle ne suffirait pas à répondre aux besoins** et que 4 à 5 étaient nécessaires, dont certaines adossées à des CSAPA ou CAARUD, afin de couvrir le territoire avec plusieurs petites unités. C'est ce modèle qui est mis en place dans les autres villes d'Europe et au Canada.

La Chambre fait le même constat en ce qui concerne les espaces de repos (seuls deux ont ouverts sur les six prévus) alors que la création de lits halte soins santé et lits d'accueil médicalisés, principalement permise par la gestion de crise lié à la pandémie l'an passé, reste en deçà des besoins, faute d'une mise en œuvre globale et coordonnée. La Chambre le souligne : « *le manque de solutions d'hébergement "en aval" a compromis la mise en œuvre de la logique de parcours qui était censée éloigner durablement de la rue les consommateurs de crack*. » Et **le ras-le-bol des riverains se poursuit tandis que les associations restent au milieu du gué** avec plus de 10 actions toujours bloquées.

Les associations le disent : **les solutions sont plurielles mais elles existent**. Il est temps que chacun reprenne le sens de l'intérêt général, tant pour les personnes consommatrices que pour les riverains, en Île-de-France comme ailleurs.

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le premier réseau d'addictologie de France. Elle regroupe 190 associations, 850 établissements et services de santé, de prévention, de soins et de réduction des risques ainsi que 500 médecins et pharmaciens de ville.

Contacts presse

Nathalie Latour, déléguée générale
infos@federationaddiction.fr
06 12 21 07 25